



Forum Campus France - Discours de Laurent Fabius (18 décembre 2012)

Madame la Ministre, chère Geneviève, Mesdames et Messieurs les Présidents d'université Mesdames et Messieurs les Parlementaires Monsieur le Directeur Général Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de participer à cette première édition du Forum Campus France et je remercie la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de nous accueillir. C'est pour moi l'occasion de rencontrer les responsables de nombreux établissements d'enseignement supérieur et de tracer devant vous, telles que je les vois, quelques perspectives sur l'avenir de notre coopération scientifique et universitaire.

Mesdames, Messieurs,

La science et les savoirs ont joué et jouent un rôle décisif dans la construction de la France et dans son rayonnement extérieur. Mais aujourd'hui, la donne change. Tous les pays émergents font de l'enseignement supérieur et de la recherche des priorités nationales. Nous restons, bien entendu, performants, mais le savoir fait l'objet d'une concurrence mondialisée. Ce tournant succède à plusieurs siècles de domination européenne puis américaine. Le savoir est devenu, à l'échelle mondiale, un enjeu de pouvoir, de croissance et d'influence.

La France participe avec de nombreux atouts à cette compétition. Une récente étude menée par l'agence canadienne Thomson Reuters nous situe au troisième rang du classement mondial des 100 pays les plus innovants au monde en 2012, derrière les États-Unis et le Japon. Le prix Nobel de physique vient d'être décerné à Serge Haroche, professeur au Collège de France, que je rencontrais hier même. Mais il y a aussi beaucoup de signes moins positifs – et pas seulement des classements d'universités chinoises – que vous connaissez et qui imposent de réagir.

Le gouvernement a choisi de faire de l'éducation, de l'Enseignement supérieur et de la recherche une priorité, avec les conséquences notamment budgétaires de ce choix. Pour ma part, j'ai, comme vous le savez, fait de la diplomatie d'influence une priorité de mon action. Les deux aspects sont étroitement liés. C'est pourquoi l'implication du Quai d'Orsay dans votre domaine n'est pas seulement fonctionnelle et administrative, elle est essentielle, substantielle. Je suis très attaché à la tradition française pluriséculaire du lien étroit entre l'influence et les connaissances. Et je souhaite le renforcer.

Ce n'est pas seulement un enjeu de rayonnement. La science est de plus en plus présente dans l'agenda politique et diplomatique lui-même. Les scientifiques sont placés au cœur des défis qui nous sont lancés : raréfaction des matières premières, changement climatique, perte de biodiversité, pénurie d'eau, gestion des catastrophes naturelles, sécurité alimentaire... la capacité à peser sur ces débats scientifiques est décisive. Nous devons être présents dans les lieux d'influence, où se conçoivent les réglementations, où se créent les normes, où se développent les idées, où émergent les élites, pour faire valoir nos points de vue et nos intérêts. L'importance de cette « politique de la science » est également manifeste dans les sciences humaines, qu'il s'agisse d'économie, de science politique, de sociologie... C'est pourquoi le ministère des Affaires étrangères doit associer le monde académique aux enjeux de politique étrangère en l'incluant dans la mobilisation de notre expertise nationale.

Je suis également très attentif à la dimension linguistique de notre action, de votre action. Je n'entrerai dans le débat rebattu entre français et anglais. Bien entendu, les chercheurs et les universitaires français doivent être capables de s'insérer dans un monde où l'américain est l'outil de communication standardisé. Mais, en parallèle, nous devons aussi développer l'apprentissage et l'usage du français. La francophonie, grâce à la proximité linguistique, est un terrain privilégié pour notre influence et notre rayonnement. D'ici 2050, les francophones seront plus de 750 millions grâce notamment au développement de l'Afrique. Nous pouvons et nous devons nous appuyer sur un réseau remarquable d'établissements d'enseignement à l'étranger et d'instituts permettant d'apprendre notre langue.

Face à l'importance de ces enjeux, le Quai d'Orsay est décidé à être fortement mobilisé en matière universitaire et scientifique.

Une première dimension concerne notre appui au monde scientifique et universitaire. Il s'agit de promouvoir l'excellence scientifique et technologique de notre pays, d'assurer la coordination à l'international d'initiatives parfois dispersées, développer des coopérations nouvelles. Notre réseau d'ambassades, le deuxième au monde, nous a permis dans le passé de créer des centaines de partenariats qui offrent aux chercheurs français des occasions de développement international. Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche peuvent s'appuyer sur notre réseau de conseillers, d'attachés de coopération universitaire et scientifique et de volontaires internationaux et sur les 182 Espaces Campus France dans nos ambassades à travers le monde.

Une autre dimension de notre action est et sera la stratégie d'attractivité de notre territoire comme terre d'accueil de chercheurs et d'institutions internationales. Nous devons être aux côtés des universités françaises, qui développent leur dimension internationale, en rassemblant des chercheurs, des acteurs de la formation, des pôles de compétitivité et des entreprises, afin notamment de nous insérer dans des programmes européens et internationaux de long terme tout en répondant aux attentes des territoires.

Le Quai d'Orsay agit et agira également – c'est l'objet principal de notre réunion d'aujourd'hui – en faveur de l'accueil des étudiants étrangers. C'est une dimension décisive de l'attractivité de notre pays avec des conséquences qui vont bien au-delà du domaine académique. Les étudiants formés en France sont, en effet, pour l'avenir, une richesse pour leur pays et autant d'ambassadeurs du nôtre. Par les liens tissés avec notre pays, et alors qu'ils sont appelés, par leur niveau de formation, à appartenir à l'élite de leur terre d'origine, ils seront pendant toute leur vie des relais puissants. Ils seront des interlocuteurs privilégiés de nos universités, de nos entreprises, de nos centres de recherche. Ils sont aussi, au quotidien, une richesse pour nos établissements, par leur compétence, leur diversité, l'ouverture qu'ils nous apportent et par le regard qu'ils jettent sur nous. C'est dire à quel point notre philosophie et notre approche nous éloignent d'une circulaire absurde et délétère prise dans le passé et heureusement annulée depuis.

Pour toutes ces raisons, j'ai décidé, dans un contexte budgétaire difficile, de maintenir les crédits consacrés par mon ministère à la mobilité étudiante - plus de 70 M€ par an. Ce budget a permis en 2012 d'accorder près de 15 000 bourses sur critères rigoureux. Des programmes de haut niveau sont également mis en œuvre tels que le programme d'excellence Eiffel qui correspond à des promotions annuelles de 470 étudiants en Master et doctorat, en majorité issus de pays émergents et accueillis dans vos établissements. Je pense aussi au programme de bourses Major, qui s'adresse aux meilleurs étrangers des lycées français de l'étranger et qui bénéficie à près de 1000 étudiants par an. J'insiste particulièrement sur ces bourses, décisives pour notre rayonnement : un ancien boursier, s'il a été accueilli comme il faut, c'est un ami de la France pour le reste de sa vie. Le réseau des anciens boursiers doit d'ailleurs être mieux valorisé. J'ai demandé que soit constitué, tenu à jour et accessible un annuaire de ces dizaines de milliers d'« alumni » de la France.

A côté des bourses, nous devons agir pour faciliter la venue d'étudiants et chercheurs étrangers en France. Avec le ministère de l'Intérieur, j'ai l'intention de traiter rapidement la question des visas dans cette perspective. La politique des visas n'est pas seulement un enjeu de politique migratoire et de surveillance des frontières : c'est aussi un enjeu d'attractivité. Si nous voulons faire venir des étudiants, nous devons les traiter d'une manière propre à faciliter leur circulation et leur accueil. D'où des changements qui doivent intervenir.

La question de l'emploi est, elle aussi, importante. Les étudiants qui viennent dans notre pays doivent pouvoir aussi y trouver des débouchés professionnels. J'y faisais allusion, l'une des premières mesures du nouveau gouvernement a été d'abroger la circulaire Guéant restreignant l'attribution des visas de travail aux diplômés en France. C'était une vision dépassée de la mondialisation.

Dans l'ensemble de ces domaines, qu'il s'agisse de la mobilité de nos chercheurs et universitaires – décisive pour notre présence dans les lieux d'influence -, de l'attractivité de nos institutions d'enseignement et de recherche et de l'accueil des étudiants étrangers, la souplesse et la réactivité sont une clef du succès. Cela implique des procédures souvent allégées et simplifiées par rapport à ce qui prévaut aujourd'hui. Cela ne coûte rien et peut apporter beaucoup.

Pour répondre à ces défis, avec Geneviève Fioraso, nous avons décidé la mise en place d'une mission sur l'attractivité internationale. Elle sera pilotée par un universitaire reconnu pour son expérience et son expertise, M. Jean-Pierre Gesson, que je salue et remercie. Nous attendons de cette mission qu'elle consulte largement vos établissements afin d'établir des propositions d'orientation fortes, notamment pour le futur de Campus France.

Campus France occupe, en effet, une place majeure dans notre dispositif. Il s'agit de mettre tous les atouts de notre côté pour améliorer l'environnement d'accueil des étudiants étrangers. Il a déjà réalisé un travail important mais il doit améliorer encore son action. Alors que les Assises de l'Enseignement supérieur et de la recherche s'achèvent, nous devons approfondir notre réflexion sur les missions de cet organisme pour l'avenir.

Au sein de Campus France, les travaux du Forum, qui associe directement les établissements ont été orientés sur les questions de promotion de l'enseignement supérieur français à l'international. A ses côtés, un conseil d'orientation a été mis en place afin d'associer des représentants des Conférences des établissements pour traiter des questions relatives aux conditions d'accueil et de séjour des étudiants et des chercheurs étrangers en France. C'est une question primordiale et l'expérience du CNOUS constitue un atout dans cette réflexion sur l'accueil.

Le gouvernement entend développer la coopération universitaire, scientifique et de recherche, il est donc nécessaire que Campus France associe le monde académique aux enjeux de politique étrangère, en vous incluant pleinement dans la mobilisation de notre expertise. C'est pourquoi il est important que les commissions du forum auxquelles vous avez participé aujourd'hui produisent des recommandations opérationnelles.

Nous voulons amplifier la mobilité étudiante grâce aux partenariats tissés à l'international. Le Forum Campus France devra porter cette politique d'ouverture des établissements. Vos recommandations sur les axes stratégiques en matière de partenariats de recherche et de mobilité étudiante contribueront à notre politique internationale.

Mesdames et Messieurs,

Les moyens mis en œuvre par le ministère des Affaires étrangères contribueront au développement de vos actions à l'international. Ensemble, nous devons concourir au renforcement de l'attractivité internationale de notre pays. Campus France, placé sous la double tutelle du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et du Quai d'Orsay, est au service de cette politique. Vos travaux et ce forum vont permettre de faire évoluer notre action pour la rendre plus efficace. Avec Geneviève Fioraso, nous serons particulièrement attentifs à vos recommandations afin de développer l'influence de notre pays dans l'intérêt de l'enseignement, de la recherche, du monde qui nous entoure et de la France.

Merci.